

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

20 novembre 2006

---

**PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE - (n° 3338)**

Commission	
Gouvernement	

**AMENDEMENT**

N° 455

présenté par  
M. Hugues Martin

-----  
**ARTICLE 5**

Dans l'alinéa 3 de cet article, substituer aux mots :

« parmi ces professionnels un coordonnateur »,

les mots :

« un coordonnateur qui est lui-même un professionnel de l'action sociale ».

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Il apparaît que pour des raisons d'équilibre il pourrait être intéressant que le coordonnateur désigné par le maire puisse être, certes un professionnel de l'action sociale, mais pas nécessairement l'un de ceux qui interviennent directement auprès de la personne ou de la famille concernée. Dans certains cas un choix « extérieur » peut être source d'une meilleure coordination, de plus de sérénité, voire apporter le recul et l'apaisement nécessaires.